

Une formule perfectible

La recherche & développement était au cœur de la Matinale de la fondation IDEA hier

LUXEMBOURG
CATHERINE KURZAWA

Voilà une équation délicate: prenez un pays de 590.000 habitants qui a consacré en 2015 1,31% de son PIB à la recherche & développement (R&D) mais qui ambitionne de doubler cette part en 2020. Comment y parvenir quand on sait que 63% des dépenses de R&D proviennent des entreprises industrielles mais que celles-ci ne pèsent que 6% du PIB du pays? En se tournant vers le secteur public peut-être. Ses dépenses en R&D ont été multipliées par douze entre 2000 et 2015 mais se sont arrêtées à 0,64% du PIB en 2015, contre 0,67% pour les entreprises.

Compliqué, vous avez dit compliqué? Hier, la fondation IDEA est revenue sur son «idée du mois» de septembre dernier dédiée aux dépenses en recherche, développement et innovation (RDI). Invité de la session, Yves Elsen a présenté son point de vue sur ce dossier qui le touche de près. Il est en effet le président du Conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg et le CEO de la société d'ingénierie Hitec Luxembourg.

Le public, un acteur clé

S'il a d'abord salué la capacité d'adaptation du Luxembourg face aux changements économiques, Yves Elsen a ensuite pointé du doigt le fait que la politique de RDI est définie par les quartiers généraux des sociétés. Or, au Luxembourg, on compte certes beaucoup d'entreprises mais généralement des filiales de grands groupes.

Le président de l'Uni.lu a aussi souligné l'importance du secteur public dans les dépenses en R&D. «Nous avons un gouvernement très généreux pour les centres de recherche publics et l'université», a-t-il expliqué. Et de rappeler que l'État a investi un milliard d'euros dans la Cité des sciences de Belval, «soit 1/6ème du budget national». Autre point abordé, les facteurs de succès de l'innovation au Luxembourg. «On est le seul pays en Europe où nous avons une garantie sur quatre ans pour préparer nos projets de recherche», a-t-il salué. Pour Yves Elsen, l'heure est à la sécurisation de la croissance des dépenses en R&D. Selon lui, la solution est à chercher dans des partenariats public-privé (déjà nombreux, certes) ainsi que dans les fonds privés.



Yves Elsen (2ème à droite) a détaillé les forces et les faiblesses du Luxembourg en matière de R&D

Photo: Editpress/Francois Aus

Pour redoubler d'efficacité, l'ingénieur privilégié également un «pilotage stratégique» dans lequel les quel-

Le «space mining» par exemple, mais aussi l'étude du vieillissement, les technologies de l'information et de la communication sans oublier les fintech. «Pour gagner ces paris, le travail interdisciplinaire est de la première importance», a insisté l'invité. Yves Elsen a également enjoint à ce que les différents secteurs travaillent sur une charte commune histoire de se coordonner et donc, de mieux fonctionner.

Des pistes qui n'ont pas manqué d'alimenter le débat animé ensuite par le laboratoire d'idées de la Chambre de Commerce.

«Le travail interdisciplinaire est de la première importance»

YVES ELSÉN, Président du Conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg

que 3.000 chercheurs du pays seraient concentrés pour constituer une masse critique. Quant aux secteurs à soutenir, Yves Elsen préconise une sélection précise en fonction des ambitions de diversification économique.